

SENAT DE BELGIQUE

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1991-1992

4 FEVRIER 1992

Proposition de loi complétant le Code d'instruction criminelle

(Déposée par M. Loones)

DEVELOPPEMENTS

A la libération, en 1944, la Belgique a dû relever un triple défi : rétablir l'économie, normaliser la vie politique et juger ceux qu'on appelait les inciviques.

La première de ces tâches fut accomplie rapidement et avec une large unité de vues.

La vie politique retrouva son cours normal avec un peu plus de difficultés.

Le troisième défi, la liquidation de la collaboration, fut dès l'abord un échec, non seulement à cause de ce qui s'est produit initialement en dehors de l'ordre légal : attentats contre les « noirs » peu avant la libération et fureur populaire immédiatement après.

C'est surtout l'« épuration » organisée qui échoua : tant les hommes politiques que les juges furent responsables de cet échec.

Les hommes politiques ont largement sous-estimé l'ampleur et la complexité de la répression et étaient fort divisés quant à savoir ce qu'il fallait faire des inciviques.

Cependant, cette division s'avéra moins grave que l'absence totale d'une vue cohérente de la répression et d'un projet réfléchi en la matière.

BELGISCHE SENAAAT

BUITENGEWONE ZITTING 1991-1992

4 FEBRUARI 1992

Voorstel van wet tot aanvulling van het Wetboek van Strafvordering

(Ingediend door de heer Loones)

TOELICHTING

Bij de bevrijding in 1944 stond België voor een drie-voudige uitdaging: de wederopbouw van de economie, de normalisering van het politieke leven en de berechting van wat men toen de incivieken noemde.

De eerste opdracht is snel en met grote eensgezindheid uitgevoerd.

Het heropstarten van het politieke leven verliep iets moeizamer.

Het verwerken van de collaboratie, de derde uitdaging, is van in het begin tot op heden, op een mislukking uitgelopen. En dat niet alleen door wat zich in het begin buiten de rechtsorde afspeelde: de aanslagen op de « zwarten » kort vóór en de ontlading van de volkswoede vlak na de bevrijding.

Het is vooral de georganiseerde « zuivering » die faalde. De verantwoordelijkheid voor deze mislukking ligt zowel bij de politici als bij de rechters.

De politici hebben de omvang en de complexiteit van de repressie schromelijk onderschat en waren bovendien erg verdeeld in hun meningen over wat met de incivieken diende te gebeuren.

Erger dan deze verdeeldheid echter, was het totaal ontbreken van een coherente visie op de repressie en van een doordacht project.

Au début, entre 1945 et 1947, on semblait vouloir éloigner définitivement les collaborateurs, y compris les « politiques », de la vie sociale. Une privation temporaire de liberté semblait insuffisante: l'épuration priva près de 100 000 citoyens de tous leurs droits à participer d'une manière ou d'autre à la vie publique.

Cette mort civile n'a pas frappé uniquement les grands collaborateurs, mais aussi des citoyens qui avaient été impliqués dans la collaboration dans une faible mesure et pour les raisons les plus diverses. Pour près de la moitié des 100 000 épurés, la privation des droits a été prononcée sans forme de procès: une simple inscription sur la liste de l'auditeur militaire suffisait.

Au début de 1947, la conception de la répression a changé. On entendait désormais rééduquer les délinquants politiques, pour leur permettre de retrouver une place dans la société après un certain temps. Toutefois, pour des dizaines de milliers de personnes, la perte des droits civils empêchait toute réintégration. Nombre d'entre eux faisaient déjà partie de divers réseaux d'anciens collaborateurs, où l'amertume et le revanchisme alimentaient une violente attitude anti-belge, qui est aujourd'hui encore une réalité.

En 1950, on a bien dû constater que la façon belge de traiter le problème de la collaboration avait échoué.

La seule voie vers une solution, à savoir l'amnistie générale, était parsemée d'obstacles infranchissables.

En France et aux Pays-Bas, l'amnistie générale a été accordée au début des années 50 pour les collaborateurs politiques. En Belgique, l'expérience de l'activisme était un premier obstacle de taille. L'amnistie que les activistes avaient obtenue dans les années 30 n'a pas permis la grande réconciliation avec la réalité belge. Au contraire! Dès lors, beaucoup récidivèrent pendant la seconde guerre. Après 1945, l'amnistie était donc hors de question.

Un second handicap était que la répression en Belgique fut dominée par la politique des partis.

Est-il toujours radicalement impossible de discuter de l'amnistie dans notre pays? L'accord de gouvernement de 1988 (gouvernement Martens VIII) contient au chapitre « Justice » un point 10, selon lequel le Gouvernement étudiera, dans le cadre de la pacification communautaire, des mesures contribuant à la réconciliation entre tous les citoyens.

L'amnistie est-elle une de ces mesures possibles?

Aanvankelijk — tussen 1945 en 1947 — zag het er naar uit dat men de collaborateurs, ook de politieke, voorgoed uit de maatschappij wou verwijderen. Een tijdelijke vrijheidsberoving bleek onvoldoende. De epuratie zorgde ervoor dat bijna honderdduizend burgers alle rechten verloren die hen op één of andere manier bij het openbare leven konden betrekken.

Die burgerlijke doodstraf trof niet alleen de grote collaborateurs maar ook een aantal burgers die in geringe mate en om diverse redenen op de ene of andere wijze in de collaboratie waren beland. Voor ongeveer de helft van die honderdduizend « weggezuiverden » is de ontzetting uit de rechten bovendien buiten elke vorm van proces uitgesproken. Een simpele inschrijving op de lijst van de krijgsauditeur volstond.

Begin 1947 drong een nieuwe visie de repressie binnen. Men zou de politieke delinquenten wederopvoeden, zodat ze na verloop van tijd toch weer een plaats in de maatschappij zouden kunnen innemen. Voor tienduizenden stond het verlies van de burgerrechten op dat ogenblik echter reeds elke vorm van reïntegratie in de weg. Velen waren trouwens reeds opgenomen in allerlei netwerken van ex-collaborateurs, waarbinnen verbittering en revanchisme de groeibodem vormden voor een virulent anti-belgicisme dat tot op heden nog steeds een realiteit is.

In 1950 moest dan ook worden vastgesteld dat de Belgische afrekening met de collaboratie mislukt was.

En de enige andere weg naar een oplossing: algemene amnestie, lag versperd met onoverkomelijke hindernissen.

Terwijl in Frankrijk en Nederland in het begin van de jaren vijftig algemene amnestie werd verleend voor politieke collaboratie, was in België de ervaring met de nasleep van het activisme een eerste grote hinderpaal. De amnestie, die de activisten in de jaren dertig verwierven, leidde niet tot de grote verzoening met het Belgisch feit. Integendeel! Met het gevolg dat velen recidiveerden tijdens de tweede wereldoorlog. Amnestie was na 1945 bijgevolg een verbrand begrip.

Dat de repressie in België bovendien in de greep kwam van de partijpolitiek vormde een tweede handicap.

De vraag is of op dit ogenblik amnestie in dit land nog even volkomen onbespreekbaar is. De Regering Martens VIII heeft in 1988 in haar regeerakkoord een passus opgenomen, die onder het hoofdstuk « Justitie » als tiende punt stelt: « De Regering zal, in het kader van de pacificatie tussen de Gemeenschappen, maatregelen bestuderen die bijdragen tot de verzoening tussen alle burgers. »

Behoort amnestie tot één van deze mogelijke maatregelen?

Près de 50 ans après les faits, il faut constater objectivement et sans passion que la collaboration a causé bien des souffrances, mais que la répression a causé bien des injustices. Quelque 400 000 citoyens contre qui plainte avait été déposée (trois fois sur quatre sans motif) ont passé des mois dans l'incertitude et l'angoisse.

La plupart n'ont jamais dû comparaître parce qu'aucun fait ne pouvait leur être mis à charge, mais bon nombre ont été internés quelque temps ou ont subi des sanctions administratives sur le plan professionnel. Des dizaines de milliers ont été jugés coupables, soit par un tribunal, soit après une enquête sommaire de l'auditeur militaire.

A certains moments et dans certaines régions, les peines ont été trop sévères: pour les collaborateurs politiques, la répression était trop souvent sans mesure et sans fin.

Très progressivement, une partie de ces injustices a été éliminée par des mesures limitées d'ordre juridique ou à l'intervention d'hommes politiques. Peu à peu, dans un certain nombre de cas, on a accordé la grâce, la réhabilitation, une mise en liberté anticipée.

Des dossiers de pension ont été « réglés » individuellement.

Toutefois, le fait de la collaboration n'a toujours pas été résorbé, pas plus que les effets matériels et sociaux de la répression. Comment la Belgique peut-elle tourner cette page de son histoire ?

L'amnistie générale est-elle une solution adéquate et réalisable ?

Tout d'abord, elle n'aurait plus guère d'effets pratiques.

Elle ne peut effacer les conséquences de nombreuses erreurs judiciaires, de mois d'internement injustifié, de sanctions administratives, de la perte du droit aux dommages de guerre, au statut de prisonnier de guerre, à une pension de victime de la guerre, etc.

En effet, elle ne porterait que sur les condamnations pénales. Les petites souffrances dont personne ne se préoccupe, sauf ceux qui les subissent, sont hors de sa portée; la loi d'amnistie est donc un moyen inadéquat de remédier à ces cas pénibles.

En outre, il ressort de la vie parlementaire passée et récente que l'amnistie, en tant que rémission générale des fautes et des peines, ne peut encore être discutée sur le plan politique. L'amnistie ne donne pas priorité aux intérêts de l'individu, mais à ceux de la collectivité. Si une partie du passé d'une population menace

Bijna vijftig jaar na de feiten moet men nuchter, zonder passie, kunnen vaststellen dat de collaboratie inderdaad veel leed heeft veroorzaakt maar dat ook in de repressie veel onrecht werd aangedaan. Zo'n vierhonderdduizend burgers, tegen wie — in drie op vier gevallen zonder reden — een aanklacht was ingediend hebben maanden in angst en onzekerheid geleefd.

De meesten zijn nooit voor de rechter verschenen omdat hen uiteindelijk niets ten laste kon worden gelegd. Velen daarvan werden nochtans enige tijd geïnterneerd of in hun beroepsleven door administratieve tuchtstraffen geplaagd. Tienduizenden zijn wél schuldig bevonden, de enen voor een rechtbank, de anderen na een summier onderzoek door de krijgsauditeur.

Er is op sommige momenten en in sommige streken veel te streng gestraft; zeker in het geval van de politieke collaboratie was het inderdaad al te dikwijls een repressie « zonder maat en zonder einde ».

Een stuk van dit onrecht werd in de loop der jaren weliswaar, weze het slechts druppelsgewijs, door een aantal mini-maatregelen van juridische aard en via het sociaal dienstbetoon van politici weggewerkt. Beetje bij beetje werd in een aantal gevallen gratie, eerherstel en vervroegde invrijheidstelling verleend.

Pensioendossiers werden individueel « geregeld ».

Toch blijkt het feit zelf van de collaboratie nog steeds niet helemaal te zijn verteerd. En ook op verre na niet alle materiële en sociale gevolgen van de repressie zijn uitgewist. Hoe kan dit land deze bladzijde in zijn geschiedenis dan toch omdraaien ?

Is algemene amnestie daartoe de passende en haalbare oplossing ?

Vooreerst moeten wij opmerken dat amnestie vandaag nog weinig praktische gevolgen zou hebben.

Algemene amnestie wist de gevolgen niet uit van tal van juridische vergissingen, maandenlange onrechtvaardigde interneringen, administratieve tuchtmaatregelen, verlies van het recht op oorlogsschade, op het staut van krijgsgevangene, op een pensioen als oorlogsslachtoffer, enzovoort.

Amnestie betreft immers enkel de strafrechtelijk veroordeelden. Het « klein leed », waar niemand van wakker ligt, tenzij de betrokkenen zelf, blijft buiten het bereik van een amnestiewet. Amnestie is bijgevolg voor deze, nochtans ook zeer pijnlijke gevallen, dus een volkomen ongeschikt middel.

Bovendien is het onze vroegere en ook recente parlementaire ervaring dat amnestie, als algemene kwijtschelding van schuld en boete, ook vandaag nog steeds politiek onbespreekbaar blijft. Bij amnestie primeert niet het belang van het individu maar wel het belang van de gemeenschap. Als een stuk verleden de

son équilibre moral, il convient d'extirper ce passé de la mémoire collective.

Cela ne peut se faire avec succès que si tous les intéressés peuvent accepter les faits en cause.

Cette condition n'est pas remplie en Belgique.

Le « non » irrévocable de ceux qui, pour des raisons de principe ou de politique partisane, ne veulent ni oublier ni pardonner, n'est pas le seul obstacle: il y a aussi l'attitude, tout aussi peu nuancée, qui ressort de certains plaidoyers pour l'amnistie.

De part et d'autre, on se sert de clichés (« traître au service du nazisme » ou « idéalistes désintéressés ») qui font obstacle à une liquidation définitive et acceptable par tous d'un passé douloureux pour les deux camps.

Dans le cadre de la pacification communautaire souhaitée par le Gouvernement et le Roi, il est grand temps de liquider la répression.

Juridiquement, l'amnistie n'est pas le moyen adéquat. Elle n'est pas politiquement réalisable.

Nous ne pouvons que constater ces deux faits. Dès lors, notre proposition comporte une approche pragmatique des séquelles de la répression.

Une solution remplaçant réellement l'amnistie est la réhabilitation générale.

Celle-ci éliminerait les séquelles de la répression: elle restituerait les droits civils, éviterait de devoir mentionner la condamnation sur les extraits du casier judiciaire ou les certificats d'honorabilité délivrés aux enfants ou petits-enfants, abrogerait l'interdiction de rentrer au pays, etc.

Combinée avec la remise des amendes restant à recouvrer et à la clôture des dossiers de séquestre, elle pourrait éliminer largement l'héritage de la répression.

En outre, elle n'a, contrairement à l'amnistie, pas de rétroactivité.

La réhabilitation est sélective: elle efface le châtiement pour l'avenir, sans évoquer la responsabilité passée. Ce n'est ainsi qu'on peut tourner la page de la répression dans un pays où subsiste un fossé, voire un clivage communautaire, entre ceux qui ne veulent pas oublier et ceux qui sont encore convaincus d'avoir eu raison.

geestelijke gezondheid van een bevolking bedreigt dan is het aangeraden dat verleden definitief uit het collectief geheugen weg te snijden.

Deze operatie heeft echter alleen pas dan kans op succes als alle betrokkenen bereid zijn voortaan op een beheerste wijze met de bewiste feiten om te gaan.

En juist deze voorwaarde is in dit land niet vervuld.

Er is het onverbidde neen van hen die om principiële of partijpolitieke redenen niet willen vergeten en vergeven. Maar ook in de pleidooien voor amnestie worden dikwijls door een even ongenueanceerde benadering nog steeds een aantal hindernissen opgeworpen.

Vooraf het werken aan weerszijden met grove stereotypen (« verraders in dienst van het nazisme » aan de ene, « onbaatzuchtige idealisten » aan de andere kant) staat een definitieve — en voor beide kampen aanvaardbare — afrekening met een — voor beide kampen even onzalig — verleden in de weg.

In het kader van de, ook door de Regering en de Koning gewenste « pacificatie tussen de Gemeenschappen », lijkt het ons nochtans hoog tijd om af te rekenen met de repressie.

Juridisch-technisch is amnestie daartoe een gebrekkig middel. Politiek gezien kan het niet.

Wij kunnen beide feitelijkheden alleen maar vaststellen. Met ons wetsvoorstel bepleiten wij daarom een pragmatische benadering van het repressiedossier.

Er is een zakelijk alternatief voor amnestie: algemeen eerherstel.

Algemeen eerherstel schakelt de nog steeds nawerkende gevolgen van de repressie voorgoed uit: het brengt herstel in burgerrechten, vermijdt dat de veroordeling vermeld wordt op uittreksels uit het strafregister of op attesten van achtenswaardigheid ten behoeve van kinderen of kleinkinderen, heft het verbod op om het land binnen te komen en dergelijke.

In combinatie met de opheffing van de nog invorderbare boeten en van de nog resterende sekwesterdossiers, kan eerherstel de erfenis van de repressie grotendeels wegwerken.

Algemeen eerherstel heeft bovendien — anders dan bij een amnestiemaatregel — geen terugwerkende kracht.

Eerherstel is een selectief middel; het wist voor de toekomst wel de boete uit maar laat de schuldvraag over het verleden open. Alleen op die wijze kan onder de repressiebladzijde definitief een streep worden getrokken in een land waar nog steeds een onoverbrugbare kloof blijft bestaan — zelfs een communautaire breuklijn — tussen dezen die niet willen vergeven en zij die tot op heden overtuigd blijven van hun groot gelijk.

C'est là notre grande responsabilité politique envers la génération qui n'a fait que lire cette page d'histoire (ou qui ne la connaît pas) mais qui, de toute façon, ne l'a pas vécue dans son contexte historique unique et pour qui le problème de la responsabilité ne fait qu'hypothéquer la pacification communautaire recherchée par ces générations.

[Cette proposition de loi a été déposée par le sénateur W. Peeters et consorts sous la législature précédente, Doc. 700-1 (1988-1989).]

*
* *

PROPOSITION DE LOI

Article premier

Il est inséré dans le Code d'instruction criminelle un article 619bis, rédigé comme suit :

« Article 619bis. — Les condamnations à des peines correctionnelles et à des peines criminelles, subies pour des délits commis pendant la période allant du 1^{er} septembre 1939 au 31 décembre 1945, sont effacées à dater de l'entrée en vigueur du présent article, indépendamment de la réhabilitation que le condamné aurait obtenue conformément aux articles 621 et suivants du présent Code. »

Art. 2

L'article 621 du même Code, modifié par la loi du 12 juillet 1984, est complété par un deuxième alinéa, rédigé comme suit :

« Le condamné réhabilité pour une condamnation visée à l'article 619bis, ainsi que celui dont la peine a été effacée en application dudit article, peut obtenir une nouvelle réhabilitation, quel que soit le délai écoulé depuis la réhabilitation visée plus haut ou l'effacement de la condamnation. »

Deze streep trekken beschouwen wij vooral als onze grote politieke verantwoordelijkheid jegens een generatie die deze bladzijde van de geschiedenis alleen maar heeft gelezen, (of zelfs niet), in ieder geval niet heeft beleefd in de geschiedkundige context, die niet reproduceerbaar is, en waarvoor de schuldvraag alleen een verdere hypotheek betekent op de zeker door deze generaties nagestreefde pacificatie tussen de Gemeenschappen.

[Dit voorstel van wet werd tijdens de vorige legislatuur ingediend door senator W. Peeters c.s., Gedr. St. 700-1 (1988-1989).]

J. LOONES.

*
* *

VOORSTEL VAN WET

Artikel 1

In het Wetboek van Strafvordering wordt een artikel 619bis ingevoegd, luidende :

« Artikel 619bis. — Veroordelingen tot correctionele straffen en tot criminele straffen, opgelopen wegens misdrijven gepleegd tijdens de periode van 1 september 1939 tot 31 december 1945, worden uitgewist met ingang van het van kracht worden van dit artikel, onverminderd het herstel in eer en rechten dat de veroordeelde zou hebben bekomen overeenkomstig de artikelen 621 en volgende van dit Wetboek. »

Art. 2

Artikel 621 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 12 juli 1984, wordt aangevuld met een tweede lid, luidende :

« Een veroordeelde die herstel in eer en rechten heeft bekomen betreffende een veroordeling bedoeld bij artikel 619bis, evenals de veroordeelde wiens straf bij toepassing van dat artikel is uitgewist, kan een nieuw herstel in eer en rechten bekomen, ongeacht de termijn die sinds het hierbij bedoelde herstel in eer en rechten of de uitwissing van de veroordeling is verstreken. »

J. LOONES.